Éditorial

Les dangers du nationalisme linguistique

Andrée Tabouret-Keller

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/esp/122>

DOI : 10.4000/esp.122

ISSN : 2532-0319

Éditeur

Centre d'Information sur l'Éducation Bilingue et Plurilingue

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2014

Pagination : 1-2

ISSN : 1127-266X

Référence électronique

Andrée Tabouret-Keller, « Éditorial », *Éducation et sociétés plurilingues* [En ligne], 36 | 2014, mis en ligne le 25 octobre 2014, consulté le 15 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/esp/122> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/esp.122>

ÉDITORIAL: LES DANGERS DU NATIONALISME LINGUISTIQUE

Andrée TABOURET-KELLER

Les événements actuels en Ukraine sont là pour nous rappeler que les questions posées par l'accord ou les désaccords entre le langage parlé dans la vie courante et la ou les langues ayant un statut constitutionnel peuvent contribuer à des événements violents et à de graves accidents politiques au niveau des États. Récemment, à Kiev, place Maïdan, nous avons vu des manifestants ukrainophones mettre à terre et molester des locuteurs russophones, nous avons assisté dans ce pays à un revirement politique qui a écarté le russe comme l'une des langues constitutionnelles de l'État ukrainien, puis, peu de temps après, à sa remise à l'honneur par l'emploi qu'en a fait un haut responsable de l'État pour s'adresser à ses concitoyens et annoncer que le statut perdu du russe en Ukraine lui était à nouveau accordé. Même violence de la part des russophones dans les villes de l'est de l'Ukraine; la langue y est invoquée comme trait national justifiant que, début avril, Donetsk se déclare République souveraine avec le russe comme langue officielle. Les désaccords politiques entre Russie et Ukraine ont bien d'autres motifs que les investissements identitaires linguistiques des locuteurs qui en font les frais.

La notion de «nationalisme linguistique» est très large, de manière générale elle préconise le «purisme» et peut englober la dénonciation du recours aux emprunts, l'emploi de mélanges de parlers, voire un discours politique portant à violence. Sans connaître de tels extrêmes, le nationalisme linguistique est présent aujourd'hui dans bien des pays en Europe, en apparence paisibles comme la Confédération helvétique ou la Belgique. Elle connaît une histoire chargée dont font partie par exemple, la création en Allemagne dès 1885, d'une «Association générale de la langue allemande» (*Allgemeiner deutscher Sprachverein*) dont un des mots d'ordre est «Pas de mot étranger!». En écho, un manifeste de 41 intellectuels allemands daté de 1889, s'élevait contre le «nettoyage de la langue». De son côté, l'Alliance française, fondée en 1883, préconise «la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger»; toutes les deux tablent sur la

forme normalisée de la langue, écrite plutôt que parlée. En France, un grand linguiste comme Michel Bréal (1832-1915) souligne qu'en matière de sémantique, «Beaucoup de préjugés embarrassent la route. Le premier de tous (celui) dont dérivent tous les autres, c'est de voir dans la pureté de la langue quelque chose de semblable à la pureté de la race» (1).

Nous confirmons, une fois de plus, notre engagement pris dès 1975, au moment de constitution du CMIEBP en Association de droit français, ayant pour objet «l'étude des conditions de réalisations d'une éducation bilingue partout et pour tous; la défense à tous les niveaux, des dialectes aux langues universalisées, des moyens d'expression des hommes pour une meilleure compréhension des peuples et pour assurer ainsi leur enrichissement» (2). Ces objectifs furent reformulés mais toujours en mettant l'accent sur le respect des langues parlées dans la vie quotidienne, sur la nécessité et la valeur de l'acquisition d'une deuxième langue vivante, comme un apport décisif tant au développement de la personne qu'à la coopération entre les peuples et comme ouverture à d'autres cultures. Entretemps de profonds changements de société ont eu lieu (3). La société est devenue largement multilingue, le nombre de personnes plurilingues est en constante augmentation, nos engagements n'en sont que plus urgents. Ils comportent de mieux connaître les situations linguistiques officielles des États, de leurs conséquences en particulier dans le domaine éducatif, mais aussi de mieux connaître les situations langagières quotidiennes des gens et leur rapports, éventuellement conflictuels, avec le contrôle politique qui peut les affecter.

NOTES

(1) Michel Bréal, *Essai de sémantique*, Paris, Hachette, 1897, p. 32. Cité par Agnès Steuckardt, «Spitzer, analyste de l'emprunt: une sémantique contre le nationalisme linguistique», in Spitzer Leo, *Traque des mots étrangers, haine des peuples étrangers. Polémique contre le nettoyage de la langue*, Limoges, Lambert-Lucas, 2013, traduction de *Fremdwörter hatz und Fremdvölkerhass. Eine Streitschrift gegen die Sprachreinigung*, Vienne, 1918.

(2) Éditorial: Le CMIEBP, Histoire et renouveau, *Éducation et Sociétés Plurilingues* n° 16, juin 2004.

(3) Voir en particulier le *Guide pour l'élaboration des politiques linguistiques éducatives en Europe. De la diversité linguistique à l'éducation plurilingue*, Division des Politiques linguistiques du Conseil de l'Europe (Strasbourg), 2003, 115 pages. www.coe.int/lang/fr.